

## **IPSOS S.A**

# **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

**Exercice clos le 31 décembre 2024**

## **IPSOS SA**

Société anonyme  
RCS Paris 304 555 634

### **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée générale de la société Ipsos,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Ipsos SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

#### **Fondement de l'opinion**

##### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

#### **Justification des appréciations - Points clés de l'audit**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs

aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Evaluation des titres de participation**

(Notes 5.2 et 7.1 de l'annexe des comptes annuels)

### **Risque identifié**

Au 31 décembre 2024, les titres de participation sont inscrits au bilan pour une valeur nette comptable de 1 097 M€. Ils sont comptabilisés à leur date d'entrée au coût d'achat hors frais accessoires.

Les titres de participation font l'objet d'une évaluation globale à chaque clôture. Lorsque la valeur recouvrable des titres est inférieure à leur valeur nette comptable, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Comme indiqué dans la note 5.2 de l'annexe des comptes annuels, la valeur recouvrable des titres de participation est la valeur la plus élevée entre leur valeur d'utilité et la juste valeur :

- La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs. Les estimations sont faites sur la base de données prévisionnelles provenant de budgets et plans établis par la direction ;
- La juste valeur peut être basée sur la quote-part des capitaux propres de la filiale ou sur des multiples de chiffre d'affaires et de résultat retenus lors de transactions récentes et tenant compte des niveaux d'activité, de la rentabilité passée ou prévisible et des facteurs économiques, financiers ou sectoriels.

Compte tenu de l'importance significative de la valeur des titres de participation au bilan, de la sensibilité des modèles aux variations de données et des hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations et jugements de la direction, nous avons considéré l'évaluation de la valeur recouvrable des titres de participation comme un point clé de notre audit.

### **Réponses apportées lors de notre audit**

Nos travaux ont consisté à :

- Prendre connaissance des processus mis en place par la direction pour évaluer la valeur recouvrable des titres de participation et examiner les modalités de mise en œuvre des tests de dépréciation, notamment s'agissant de la détermination des multiples de chiffre d'affaires et de résultat retenus ;
- Apprécier, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, le caractère raisonnable de l'estimation des valeurs recouvrables des titres de participation, en vérifiant, notamment, que l'estimation des valeurs recouvrables des titres de participation déterminée

par la direction est fondée sur une justification appropriée de la méthode d'évaluation et des éléments chiffrés utilisés ;

- Vérifier, la concordance des données utilisées dans la réalisation des tests de dépréciation des titres de participation avec les comptes des entités qui ont fait l'objet d'un audit ou de procédures analytiques par leurs contrôleurs légaux ;
- Tester par sondages l'exactitude arithmétique des calculs des valeurs retenues par la société.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

## Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

## Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4, L.22-10-10 et L.22-10-9 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-9 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Concernant les informations relatives aux éléments que votre société a considéré susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-11 du code de commerce, nous avons vérifié leur conformité avec les documents dont elles sont issues et qui nous ont été communiqués. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

## Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

### Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Directeur Général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

### Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Ipsos SA par votre assemblée générale du 31 mai 2006 pour le cabinet Grant Thornton et du 24 avril 2017 pour Forvis Mazars SA (anciennement Mazars).

Au 31 décembre 2024, le cabinet Grant Thornton était dans la dix-neuvième année de sa mission sans interruption et Forvis Mazars SA (anciennement Mazars) dans la huitième année.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

### Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

## Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

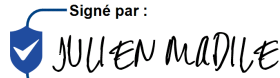
Les Commissaires aux comptes

Forvis Mazars SA

Courbevoie, le 28 mars 2025

GRANT THORNTON

Neuilly-sur-Seine, le 28 mars 2025

Signé par :  
  
A1947525194A409...

Julien MADILE

Associé

Signé par :  
  
5D8C856602BA412...  
DocuSigned by:  
  
8D140E79EF6B4D3...

Virginie PALETHORPE

Associée

Lionel CUDEY

Associé

Comptes annuels sociaux

—

Ipsos SA

31 décembre 2024





# Comptes annuels sociaux– Ipsos SA

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024

<b>1</b>	<b>Compte de Résultat</b>	<b>2</b>	7.7	Capitaux propres	13
<b>2</b>	<b>Bilan</b>	<b>3</b>	7.8	Provisions pour risques	14
<b>3</b>	<b>Tableau des flux de trésorerie</b>	<b>4</b>	7.9	Emprunts et dettes financières	14
<b>4</b>	<b>Faits marquants de l'exercice</b>	<b>5</b>	7.10	Dettes d'exploitations	15
<b>5</b>	<b>Règles et méthodes comptables</b>	<b>5</b>	7.11	Dettes diverses	15
5.1	Immobilisations incorporelles et corporelles	5	<b>8</b>	<b>Engagements financiers et autres informations</b>	<b>16</b>
5.2	Immobilisations financières	5	8.1	Engagements financiers	16
5.3	Créances	6	8.2	État des produits à recevoir et charges à payer	16
5.4	Engagements de retraite	6	8.3	Informations concernant les entreprises liées	17
5.5	Valeurs mobilières de placement et actions propres	6	8.4	Instruments financiers	17
5.6	Opérations en devise	6	8.5	Effectif moyen	17
5.7	Recours à des estimations	7	8.6	Rémunération des dirigeants	18
<b>6</b>	<b>Notes sur le compte de résultat</b>	<b>8</b>	8.7	Événement post-clôture	18
6.1	Ventilation du chiffre d'affaires	8	8.8	Engagements de retraite	18
6.2	Résultat exceptionnel	8	<b>9</b>	<b>Engagements financiers hors bilan</b>	<b>19</b>
6.3	Impôt sur les bénéfiques	8	9.1	Engagements financiers reçus hors bilan : lignes de crédit reçues et non tirées	19
<b>7</b>	<b>Notes sur le Bilan</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>Plans d'attribution d'actions gratuite.</b>	<b>19</b>
7.1	Immobilisations financières	10			
7.2	Créances	12			
7.3	Valeurs mobilières de placement et actions propres	12			
7.4	Charges constatées d'avance	13			
7.5	Charges à répartir	13			
7.6	Écart de conversion sur créances et dettes étrangères	13			

## Comptes sociaux pour l'exercice clos le 31 décembre 2024

### 1 Compte de Résultat

Exercice clos le 31 décembre 2024

En milliers d'euros	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Production vendue de services		367	363
<b>CHIFFRES D'AFFAIRES NETS</b>	<b>6.1</b>	<b>367</b>	<b>363</b>
Reprises sur amortissements et provisions transferts de charges		420	1 041
Autres produits (Redevances de marques)		43 339	46 142
<b>Produits d'exploitation</b>		<b>44 127</b>	<b>47 546</b>
Autres achats et charges externes		4 694	4 479
Impôts taxes et versements assimilés		1 241	895
Salaires et traitements		1 080	1 218
Charges sociales		305	290
Dotations aux amortissements et provisions		1 286	833
Autres charges		939	3 003
<b>Charges d'exploitation</b>		<b>9 545</b>	<b>10 719</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>34 582</b>	<b>36 827</b>
Produits financiers de participation		97 728	25 498
Autres intérêts et produits assimilés		9 358	8 826
Reprises sur provisions et transferts de charges		16 263	16 836
Différences positives de change		13 868	3 788
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		84	904
<b>Produits financiers</b>		<b>137 302</b>	<b>55 852</b>
Dotations financières aux amortissements et provisions	7.6	30 000	28 271
Intérêts et charges assimilés		20 186	18 190
Différences négatives de change		577	14 212
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		-	-
<b>Charges financières</b>		<b>50 763</b>	<b>60 673</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>		<b>86 538</b>	<b>(4 821)</b>
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS</b>		<b>121 120</b>	<b>32 006</b>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		12 795	-
Produits exceptionnels sur opérations en capital		-	-
Reprises sur provisions		-	-
<b>Produits exceptionnels</b>		<b>12 795</b>	<b>-</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		-	185
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		10 859	-
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		-	-
<b>Charges exceptionnelles</b>		<b>10 859</b>	<b>185</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>6.2</b>	<b>1 936</b>	<b>(185)</b>
Impôt sur les bénéfices	6.3	11 244	5 038
<b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE</b>		<b>111 812</b>	<b>26 784</b>

## 2 Bilan

Exercice clos le 31 décembre 2024

En milliers d'euros	Notes	31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>					
Concessions brevets, marques et droits similaires		-	-	-	-
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>					
Participations	5.2	1 118 276	21 332	1 096 944	1 044 628
Créances rattachées à des participations		272 000	-	272 000	302 093
Autres immobilisations financières		6 391	-	6 391	565
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>		<b>1 396 667</b>	<b>21 332</b>	<b>1 375 335</b>	<b>1 347 286</b>
<b>CRÉANCES</b>					
Créances clients et comptes rattachés	5.3	7 512	840	6 671	8 026
Autres créances		97 139	-	97 139	74 315
<b>DIVERS</b>					
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres : 400 177)	5.5	1 659	-	1 659	1 800
Disponibilités		351	-	351	6 468
<b>COMPTES DE RÉGULARISATION</b>					
Charges constatées d'avance	7.4	70	-	70	146
<b>ACTIF CIRCULANT</b>		<b>106 731</b>	<b>840</b>	<b>105 891</b>	<b>90 756</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices	7.5	166	-	166	516
Écart de conversion actif	7.6	20 768	-	20 768	16 172
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>1 524 331</b>	<b>22 172</b>	<b>1 502 159</b>	<b>1 454 730</b>
Capital social, dont versé : 10 801		10 801	-	10 801	10 801
Primes d'émission, de fusion, d'apport		447 537	-	447 537	447 537
Réserve légale		1 133	-	1 133	1 133
Réserves statutaires ou contractuelles		50	-	50	50
Réserves réglementées		-	-	-	-
Autres réserves		4	-	4	4
Report à nouveau		331 765	-	331 765	377 316
<b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)</b>		<b>111 812</b>	<b>-</b>	<b>111 812</b>	<b>26 784</b>
<b>Provisions règlementées</b>		<b>50</b>	<b>-</b>	<b>50</b>	<b>50</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	7.7	<b>903 153</b>	<b>-</b>	<b>903 153</b>	<b>863 675</b>
Provisions pour risques	7.8	20 906	-	20 906	16 216
Provisions pour charges		-	-	-	-
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		<b>20 906</b>	<b>-</b>	<b>20 906</b>	<b>16 216</b>
<b>DETTES FINANCIÈRES</b>					
Autres emprunts obligataires	7.9	302 434	-	302 434	302 410
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		98 099	-	98 099	96 566
Emprunts et dettes financières divers		-	-	-	-
<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>	7.10				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		2 079	-	2 079	1 283
Dettes fiscales et sociales		4 967	-	4 967	1 302
<b>DETTES DIVERSES</b>	7.11				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		-	-	-	-
Autres dettes		166 634	-	166 634	169 554
<b>COMPTES DE RÉGULARISATION</b>					
Produits constatés d'avance		-	-	-	-
<b>DETTES</b>		<b>574 214</b>	<b>-</b>	<b>574 214</b>	<b>571 115</b>
Écarts de conversion passif	7.6	3 887	-	3 887	3 724
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>1 502 159</b>	<b>-</b>	<b>1 502 159</b>	<b>1 454 730</b>

### 3 Tableau des flux de trésorerie

Exercice clos le 31 décembre 2024.

En milliers d'euros	Exercice 2024	Exercice 2023
<b>OPERATIONS D'EXPLOITATION</b>		
Résultat net	111 812	26 784
<b>Eléments non monétaires sans incidence sur la trésorerie</b>		
Moins-value (plus-value) sur cession d'actifs	-	-
Dotations des charges réparties sur plusieurs exercices	-	-
Variation des autres provisions	14 252	10 814
Variation de la prime de fusion	-	-
Autres éléments	2 907	3 587
<b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT</b>	<b>128 972</b>	<b>41 185</b>
Diminution (augmentation) des créances clients	1 253	(3 580)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs	578	(98)
Augmentation (diminution) des intérêts courus sur dettes financières	113	90
Diminution (augmentation) des autres créances et autres dettes	(25 724)	31 078
<b>VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT</b>	<b>(23 780)</b>	<b>27 490</b>
<b>FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION</b>	<b>105 192</b>	<b>68 675</b>
<b>OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Acquisition (diminution) de titres de participation	(61 457)	(29 626)
Produits des cessions d'actifs corporels et incorporels	-	-
Produits des cessions de titres de participations	-	-
Diminution (augmentation) des autres immobilisations financières	20 909	(47 127)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs d'immobilisations	-	-
<b>FLUX DE TRESORERIE AFFECTES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENTS</b>	<b>(40 548)</b>	<b>(76 753)</b>
<b>OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Augmentation de capital	-	(263)
Diminution (augmentation) des actions propres	(741)	148
Emission d'emprunts à long terme	-	-
Remboursement d'emprunts à long terme	-	(57 134)
Frais d'émission d'emprunts	351	413
Augmentation (diminution) des découverts bancaires et des emprunts à court terme	-	-
Dividendes versés aux actionnaires	(71 258)	(59 563)
<b>FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>	<b>(71 648)</b>	<b>(116 399)</b>
<b>Disponibilités à l'ouverture</b>	<b>7 868</b>	<b>132 345</b>
<b>Variation nette de la trésorerie</b>	<b>(7 005)</b>	<b>(124 477)</b>
<b>DISPONIBILITES A LA CLOTURE</b>	<b>863</b>	<b>7 868</b>

## ANNEXE

Exercice clos le 31 décembre 2024.

### 4 Faits marquants de l'exercice

Les principaux événements significatifs intervenus au cours de l'exercice 2024 sont décrits ci-dessous :

- Aucun fait marquant au cours de l'exercice.

### 5 Règles et méthodes comptables

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 sont établis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires en vigueur en France. Ces règles figurent principalement dans les textes suivants : Code de Commerce, Décret du 23 novembre 1983, Règlement ANC 2016-07 du 4 novembre 2016 relatif au Plan Comptable Général.

Les comptes annuels intègrent les dispositions du règlement 2015-05 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture dont l'application est obligatoire à compter de l'exercice 2017.

Le règlement, qui a pour objectif de préciser les modalités de comptabilisation des instruments financiers à terme et des opérations de couverture, est sans impact significatif sur les comptes annuels d'IPSOS SA.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

#### 5.1 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire, selon la durée de vie prévue :

- |                                      |            |
|--------------------------------------|------------|
| ○ logiciels informatiques            | 1 à 3 ans  |
| ○ agencements et installations       | 10 ans     |
| ○ matériel de bureau et informatique | 1 à 3 ans  |
| ○ mobilier de bureau                 | 5 à 10 ans |

#### 5.2 Immobilisations financières

La valeur brute des titres de participation est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Les créances rattachées aux participations regroupent les prêts à long ou moyen terme et les avances consolidables destinées à être ultérieurement capitalisées, consentis à des sociétés dans lesquelles l'entreprise possède une participation.

Les titres de participation font l'objet d'une évaluation globale à chaque clôture pour s'assurer que la valeur nette comptable n'excède pas leur « valeur recouvrable », autrement dit la valeur la plus élevée entre la juste valeur et la valeur d'utilité.

La juste valeur peut être basée sur la quote-part des capitaux propres de la filiale ou des multiples de chiffre d'affaires et de résultat retenus lors de transactions récentes, tenant compte des niveaux d'activité, de la rentabilité passée ou prévisible et des facteurs économiques, financiers ou sectoriels.

La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs. Les estimations sont faites sur la base de données prévisionnelles provenant de budgets et plans établis par la direction. Le taux d'actualisation retenu intègre le taux de rendement attendu par un investisseur et la prime de risque propre à l'activité du Groupe. Le taux de croissance à l'infini retenu dépend des zones géographiques.

Les acquisitions réalisées par le Groupe le sont exclusivement dans le domaine des études. En conséquence, le Groupe acquiert des sociétés de service dont la valeur est estimée non pas en considération des actifs corporels mais en fonction de sa position actuelle et future sur le marché des études tant en termes de propension à générer du bénéfice que de sa faculté à exploiter l'expérience acquise dans ce métier.

La société a retenu l'option de comptabiliser les frais d'acquisition sur les titres de participation à l'actif dans le coût d'entrée de ces titres de participation conformément à l'avis du comité d'urgence du Conseil National de la Comptabilité n° 2007-C du 15 juin 2007.

### **5.3 Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour créance douteuse est enregistrée au cas par cas, après analyse menée dans le cadre du processus de recouvrement des créances mis en place.

### **5.4 Engagements de retraite**

Après calcul des engagements de retraite selon la méthode rétrospective, il ressort que ceux-ci ne sont pas significatifs. Ils sont présentés en Engagement Hors bilan (cf. Note 8.8).

### **5.5 Valeurs mobilières de placement et actions propres**

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition. Elles font l'objet d'une provision lorsque le cours moyen du dernier mois est inférieur à la valeur d'achat.

Les actions propres sont comptabilisées à leur valeur d'achat. Une provision est pratiquée lorsque la valeur de fin d'exercice est inférieure à la valeur d'achat.

### **5.6 Opérations en devise**

Les opérations en devises sont enregistrées pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les créances, dettes et disponibilités en devises sont converties sur la base des cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice à l'exception des avances consolidables qui ne sont pas réestimées.

Les gains et pertes latents, qui résultent de la conversion au taux de change de clôture des créances et des dettes, sont inscrits aux postes « écarts de conversion » respectivement au passif et à l'actif du bilan. Ceux constatés sur les disponibilités sont enregistrés au compte de résultat.

Les pertes latentes de change non couvertes font l'objet d'une provision pour risques sauf lorsque, pour des opérations dont les termes sont suffisamment voisins, les gains et pertes latents peuvent être considérés comme concourant à une position globale de change.

Par ailleurs, et conformément à l'article 420-6 du Plan Comptable Général, il n'est pas constitué de provision pour perte de change pour les emprunts affectés à l'acquisition de titres de participations de sociétés payés avec la même devise que celle de l'emprunt.

Les instruments financiers SWAP de taux sont évalués à leur valeur de marché. Les plus ou moins-values latentes sont prises en compte dans le résultat de l'exercice (application de la règle du Mark to market).

## 5.7 Recours à des estimations

Ipsos a évalué les conséquences des risques climat sur son activité à court et moyen terme et a conclu que les impacts attendus tant sur le modèle d'affaires que sur l'évolution du chiffre d'affaires, de la marge et des hypothèses retenues pour la réalisation des tests de dépréciation des actifs sont non significatifs.

Aucune modification spécifiquement liée aux risques climat n'a donc été intégrée dans les principales estimations retenues par le Groupe dans le cadre de l'arrêté des comptes au 31 décembre 2024.

Les entités d'Ipsos se conforment aux lois applicables dans la conduite de leurs activités dans le monde, y compris les sanctions applicables et les lois relatives au contrôle des exportations.

## 6 Notes sur le compte de résultat

### 6.1 Ventilation du chiffre d'affaires

En milliers d'euros	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	31/12/2024	31/12/2023
Personnel facturé	277	-	277	277
Frais facturés	88	2	90	86
<b>Total</b>	<b>365</b>	<b>2</b>	<b>367</b>	<b>363</b>

### 6.2 Résultat exceptionnel

En milliers d'euros	Charges	Produits
<b>Nature des charges et produits</b>	-	-
Produits exceptionnel divers	-	12 795
Amortissement dérogatoires	-	-
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	10 859	-
<b>Total</b>	<b>10 859</b>	<b>12 795</b>

### 6.3 Impôt sur les bénéfices

#### 6.3.1 Périmètre d'intégration fiscale

Notre société en vertu d'une adhésion pour 5 exercices, en date du 30 octobre 1997, renouvelée par tacite reconduction, participe au Groupe fiscal organisé ainsi :

- Ipsos SA : société "tête de Groupe"
- Filiales intégrées : Ipsos (France), Popcorn Media, Ipsos Observer, Espaces TV Communication, Synthésio SAS

L'impôt Groupe fiscal Ipsos SA est réparti de la manière suivante :

- Pour les filiales intégrées : elles prennent en charge l'impôt qui aurait été le leur en l'absence d'intégration fiscale,
- Pour la société tête de groupe fiscal : elle prend à sa charge (ou à son profit), la différence entre l'impôt Groupe et la somme des impôts (contribution 3,3% incluse) déterminés par les filiales intégrées fiscalement.

L'impôt Groupe fiscal Ipsos SA s'analyse ainsi :

En milliers d'euros	31/12/2024
Impôt dû au titre d'Ipsos Observer	187
Impôt dû au titre d'Ipsos France	1 285
Impôt dû au titre de Popcorn	256
Impôt dû au titre d'Espace TV	177
Impôt dû au titre de Synthésio SAS	-
Impôt dû au titre de Synovate	-
Impôt dû / (à recevoir) au titre d'Ipsos SA	9 339
<b>Impôt Ipsos dû par le Groupe</b>	<b>11 244</b>

### 6.3.2 Répartition de l'impôt sur les bénéfices

En milliers d'euros	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	121 120	11 244	109 876
Résultat exceptionnel	1 936	-	1 936
<b>Résultat Comptable</b>	<b>123 056</b>	<b>11 244</b>	<b>111 812</b>

### 6.3.3 – Situation fiscale différée et latente

En milliers d'euros	31/12/2024
<b>DETTE FUTURE D'IMPÔT SUR :</b>	
Écart de conversion actif	5 192
<b>TOTAL ACCROISSEMENTS</b>	<b>5 192</b>
<b>IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :</b>	-
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante):	-
Organic	-
Écart de conversion passif	972
Provision pour perte de change	5 192
<b>TOTAL ALLEGEMENTS</b>	<b>6 164</b>
<b>SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE</b>	<b>(972)</b>

## 7 Notes sur le Bilan

### 7.1 Immobilisations financières

#### 7.1.1 Mouvements de l'exercice 2024

En milliers d'euros	31/12/2023	Augmentations	Diminutions	Reclassements	31/12/2024
Participations (1)	1 056 818	78 098	(16 640)	-	1 118 276
Créances rattachées à des participations	302 093	-	(30 093)	-	272 000
Autres immobilisations financières	565	5 826	-	-	6 391
<b>Valeur Brute</b>	<b>1 359 476</b>	<b>83 924</b>	<b>(46 733)</b>	<b>-</b>	<b>1 396 667</b>
Provisions sur titres de participations	12 190	9 142	-	-	21 332
Provisions sur autres immobilis. Financières	-	-	-	-	-
<b>Amortissement et dépréciation</b>	<b>12 190</b>	<b>9 142</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>21 332</b>
<b>Valeur Nette</b>	<b>1 347 286</b>	<b>74 782</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 375 335</b>

(1) Voir 7.1.2.1

#### 7.1.2 Échéancier des créances financières

En milliers d'euros	Montant brut	1 an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations	272 000	-	272 000
Prêts	-	-	-
Autres immobilisations financières	-	-	-
<b>Total</b>	<b>272 000</b>	<b>-</b>	<b>272 000</b>

### 7.1.2.1 Liste des filiales et participations

Sociétés (en milliers d'euros)	Capital	Quote-part %	Valeur comptable des titres détenus		Résultat 2024	Dividendes encaissés sur 2024
			Brute	Nette		
Ipsos France	43 710	100,00 %	65 898	65 898	4 851	2 500
Ipsos STAT SA	1 722	53,66 %	1 432	1 432	10 753	0
Ipsos Ocean Indien	50	50,40 %	528	528	111	0
Ipsos MORI UK Ltd	1 515	99,90 %	5 765	5 765	8 474	7 185
Price Search	30	100,00 %	3 574	0	269	296
Ipsos Interactive Services Ltd	320	100,00 %	10 792	1	3	0
Ipsos EMEA Holding Limited	120	100,00 %	308 725	308 725	3 265	6 904
Ipsos Limited	1 000	100,00 %	1 564	1 564	442	0
Ipsos GmbH	562	100,00 %	58 085	58 085	2 243	0
Trend.test GmbH	100	100,00 %	67	67	656	0
Ipsos Srl	2 000	100,00 %	27 334	27 334	5 998	1 629
Ipsos Iberia, SA	61 937	100,00 %	65 221	65 221	2 576	0
Ipsos Holding Belgium	221 429	100,00 %	221 429	221 429	41 047	13 000
IPSOS HUNGARY ZRT	42	100,00 %	8 264	8 264	-297	0
APEME	150	25,00 %	586	586	104	0
Ipsos America, Inc.	15 059	100,00 %	116 919	116 919	-29 923	41 920
Ipsos CCA Inc	2 285	100,00 %	3 973	3 973	37	0
Ipsos, Inc. (Puerto Rico)	713	100,00 %	952	952	15	0
Ipsos TMG SA	-15	49,00 %	477	477	-20	0
Ipsos Asia Limited	628	— %	66 524	66 524	11 589	11 786
Ipsos Pte Ltd	7 017	100,00 %	2 131	2 131	3 173	1 369
Ipsos China Limited	2	100,00 %	8	8	-1 326	0
Ipsos Co., Ltd	2 601	100,00 %	3 086	3 086	4 013	0
PT Ipsos Market Research	623	85,83 %	679	679	-2 195	371
IPSOS SDN BHD	368	99,99 %	379	379	1 330	268
Ipsos LLC	36	51,00 %	58	58	561	0
Ipsos Pty Ltd	9 391	100,00 %	8 242	8 242	-1 349	0
Ipsos Public Affairs Pty Ltd	161	100,00 %	3 513	3 513	2 039	0
Apoyo Pérou	753	21,73 %	54	54	1 424	0
AGB STAT Ipsos SAL	118	30,00 %	42	42	-63	0
Ipsos NPD Inc.	4 914	100,00 %	4 971	4 971	-81	0
Ipsos Corp.	41 440	100,00 %	43 415	43 415	-3 783	0
Ipsos Napoleon Franco&Cia SAS	4 986	10,86 %	1 699	1 699	233	0
Ipsos Sp. z o. o.	2 004	100,00 %	2 386	2 386	1 348	1 379
Ipsos AB	19	100,00 %	6 026	6 026	827	682
Ipsos Central Eastern Europe	4	— %	3 437	-295	0	0
Ipsos Comcon LLC	514	100,00 %	3 202	0	11 159	472
IPSOS s.r.o.	777	79,20 %	9 273	9 273	1 498	969
Ipsos SA	72	51,70 %	65	65	2 816	3 106
Ipsos Research Pvt.Ltd	337	100,00 %	7 523	7 523	6 361	2 654
Ipsos	624	60,00 %	17 215	17 215	6 179	0
IPSOS STRATEGIC MARKETING DOO.	5	100,00 %	10 295	10 295	250	0
Ipsos d.o.o.	14	100,00 %	15	15	315	0
Ipsos Nigeria Limited	158	80,00 %	90	90	494	239
Ipsos-Opinion S.A	24	100,00 %	32	0	0	0
Ipsos Digital S.R.L.	10	100,00 %	8 490	8 490	898	999
Behavior & Attitudes	4	100,00 %	10 816	10 816	2 567	0
Autres			3 022	3 022	0	0
<b>Total</b>			<b>1 118 276</b>	<b>1 096 945</b>	<b>100 881</b>	<b>97 728</b>

## 7.2 Créances

### 7.2.1 Échéancier des créances

En milliers d'euros	Montant brut	1 an au plus	Plus d'un an
Clients douteux ou litigieux	-	-	-
Fournisseurs avances et acomptes versées	9	9	-
Autres créances clients	-	-	-
Clients - facture à établir	-	-	-
Personnel et comptes rattachés	211	211	-
État, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	-	-	-
État, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	406	406	-
Groupes et associés	39 873	39 873	-
Débiteurs divers <sup>1</sup>	56 649	17 624	39 025
Charges constatées d'avance	-	-	-
<b>Total</b>	<b>97 148</b>	<b>97 148</b>	<b>-</b>

<sup>1</sup> Refacturation de 56.6 M€ aux filiales au titre de la livraison des actions gratuites aux salariés de celles-ci.

### 7.2.2 Provisions pour dépréciations clients

En milliers d'euros	31/12/2023	Dotations	Reprises	31/12/2024
Provisions pour dépréciations des comptes de clients	420	840	(420)	840
<b>Total Provisions</b>	<b>420</b>	<b>840</b>	<b>(420)</b>	<b>840</b>

## 7.3 Valeurs mobilières de placement et actions propres

Au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023, le poste valeurs mobilières de placement au bilan se détaille comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Actions Propres	1 141	400
Valeur mobilière de placement	518	1 400
<b>Total</b>	<b>1 659</b>	<b>1 800</b>

- **Actions propres détenues en direct :**

- Au 31 décembre 2024, Ipsos SA détient 100 610 actions. La valeur de l'action Ipsos au 31 décembre 2024 est de 45,92 euros.

- **Actions propres détenues au travers d'un contrat de tenue de marché :**

- Le 31 décembre 2024, Ipsos SA détient au travers d'un contrat de tenue de marché 24 859 actions propres à 45,92 euros.

## 7.4 Charges constatées d'avance

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
CCA divers	51	126
CCA assurance	20	20
<b>Total</b>	<b>71</b>	<b>146</b>

## 7.5 Charges à répartir

En milliers d'euros	31/12/2023	Augmentations	Amortissements	31/12/2024
Frais émission emprunts	516	–	350	166
<b>Total</b>	<b>516</b>	<b>–</b>	<b>350</b>	<b>166</b>

## 7.6 Écart de conversion sur créances et dettes étrangères

En milliers d'euros	Actif Perte latente	Provision pour perte de change	Passif Gain latent
Immobilisations financières	–	–	–
Créances nettes	–	–	–
Dettes financières	19 142	19 142	3 786
Dettes d'exploitation	1 626	1 626	101
<b>Total</b>	<b>20 768</b>	<b>20 768</b>	<b>3 887</b>

## 7.7 Capitaux propres

### 7.7.1 Composition du capital social

	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	43 203 225	-	-	0.25
Exercice d'options de souscription d'actions	-	-	-	-
Diminution de capital	-	-	-	-
Emission d'actions d'apport	-	-	-	-

## 7.7.2 Capitaux propres

En milliers d'euros	Capital	Primes	Autres réserves	Report à nouveau	Provisions réglementées	Résultat de l'exercice	Total
<b>Solde au 31/12/2023</b>	<b>10 801</b>	<b>447 537</b>	<b>1 187</b>	<b>377 316</b>	<b>50</b>	<b>26 784</b>	<b>863 675</b>
Autres	-	-	-	(1 077)	-	-	(1 077)
Provisions réglementées	-	-	-	-	-	-	-
Diminution de capital par annulation d'action	-	-	-	-	-	-	-
Diminution de capital par émission d'action d'apport	-	-	-	-	-	-	-
Augmentation de capital par levées d'option	-	-	-	-	-	-	-
Augmentation de capital par incorporation du report à nouveau	-	-	-	-	-	-	-
Prime de fusion	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes distribués	-	-	-	(71 258)	-	-	(71 258)
Affectation du résultat	-	-	-	26 784	-	(26 784)	-
Résultat de l'exercice	-	-	-	-	-	111 812	111 812
<b>Solde au 31/12/2024</b>	<b>10 801</b>	<b>447 537</b>	<b>1 187</b>	<b>331 765</b>	<b>50</b>	<b>111 812</b>	<b>903 153</b>

## 7.8 Provisions pour risques

En milliers d'euros	31/12/2023	Dotations	Reprises	31/12/2024
Provisions pour pertes de change	16 172	20 768	(16 172)	20 768
Autre provision pour risque	44	138	(44)	138
<b>Total Provisions pour risques et charges</b>	<b>16 216</b>	<b>20 906</b>	<b>(16 216)</b>	<b>20 906</b>

## 7.9 Emprunts et dettes financières

La prime de remboursement d'emprunt est amortie sur la durée de l'emprunt.

### 7.9.1 Variation des emprunts et dettes financières

En milliers d'euros	31/12/2023	Augmentations	Diminutions	Change	Reclassement	31/12/2024
Autres emprunts obligataires	302 410	2 434	(2 410)	-	-	302 434
Emprunts et dettes financières	96 566	448	(359)	1 439	-	98 094
Emprunts et dettes financières divers	-	5	-	-	-	5
<b>Total</b>	<b>398 976</b>	<b>2 887</b>	<b>(2 769)</b>	<b>1 439</b>	<b>-</b>	<b>400 533</b>

## 7.9.2 Échéancier des emprunts et dettes financières

En milliers d'euros	Montant brut	1 an au plus	Plus d'1 an, moins de 5 ans	Plus de 5 ans
Autres emprunts obligataires	302 434	302 434	-	-
Emprunts et dettes financières	98 094	21	98 073	-
Emprunts et dettes financières divers	5	5	-	-
<b>Total</b>	<b>400 533</b>	<b>302 460</b>	<b>98 073</b>	<b>-</b>

## 7.10 Dettes d'exploitations

En milliers d'euros	Montant brut	1 an au plus	Plus d'1 an, moins de 5 ans	Plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	2 079	2 079	-	-
Personnel et comptes rattachés	118	118	-	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	30	30	-	-
Etat : impôt sur les bénéfices	4 611	4 611	-	-
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	76	76	-	-
Etat : obligations cautionnées	-	-	-	-
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	134	134	-	-
<b>Total</b>	<b>7 048</b>	<b>7 048</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

## 7.11 Dettes diverses

En milliers d'euros	Montant brut	1 an au plus	Plus d'1 an, moins de 5 ans	Plus de 5 ans
Groupe et associés	109 871	109 871	-	-
Autres dettes <sup>1</sup>	56 648	17 623	39 025	-
<b>Total</b>	<b>166 519</b>	<b>166 519</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

<sup>1</sup> Dont 56.6 millions d'euros correspondant à des actions Ipsos à livrer aux salariés du Groupe Ipsos dans le cadre des plans d'actions gratuites.

## 8 Engagements financiers et autres informations

### 8.1 Engagements financiers

Engagements donnés (en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Lettres de confort / Garanties	54 081	44 498
Engagement de rachat des minoritaires / Actionnaires	87 715	80 159
<b>Total</b>	<b>141 796</b>	<b>124 657</b>

### 8.2 État des produits à recevoir et charges à payer

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
<b>CLIENTS ET COMPTES RATTACHES</b>	<b>-</b>	<b>743</b>
Clients - Factures à établir	-	743
<b>AUTRES CREANCES</b>	<b>1 576</b>	<b>251</b>
Fournisseurs- Avoirs non parvenus	-	-
Dividendes à recevoir	1 576	251
<b>Total des produits à recevoir</b>	<b>1 576</b>	<b>994</b>
<b>EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES</b>	<b>2 964</b>	<b>2 851</b>
Intérêts courus sur emprunts	2 964	2 851
<b>DETTES FOURNISSEURS &amp; COMPTES RATTACHES</b>	<b>995</b>	<b>773</b>
Factures non parvenues	995	773
<b>AUTRES DETTES</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Clients – Avoirs à établir	-	-
<b>DETTES FISCALES ET SOCIALES</b>	<b>179</b>	<b>64</b>
Provision pour congés payés	37	12
Provision prime de vacances	7	13
Provision taxe d'apprentissage	18	18
Provision formation continue	9	9
Provision pour charges sur congés payés	-	-
Provision pour charges sur prime de vacances	11	7
Dettes provisionnées	97	5
État – Autres charges	-	-
État – Provision pour charges sur prime	-	-
<b>AUTRES DETTES</b>	<b>56 648</b>	<b>71 060</b>
Charges à payer <sup>1</sup>	56 648	71 060
<b>Total des charges à payer</b>	<b>60 786</b>	<b>74 748</b>

<sup>1</sup> Dont 56.6 millions d'euros correspondant à des actions Ipsos à livrer aux salariés du Groupe Ipsos dans le cadre des plans d'actions gratuites.

### 8.3 Informations concernant les entreprises liées

En milliers d'euros	Entreprises liées	Participations <sup>1</sup>	Dettes, créances en effets comm.
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>			
Participations	-	1 118 276	-
Créances rattachées à des participations	-	272 000	-
Autres immobilisations financières	-	-	-
<b>ACTIF CIRCULANT</b>			
Créances clients et comptes rattachés	721	5 944	-
Autres créances	1 989	39 239	50 891
<b>DETTES</b>			
Emprunts et dettes financières divers	-	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	95	304	-
Autres dettes	110 223	943	50 988
<b>CHARGES FINANCIERES</b>			
Dotation provision dépréciation créances rattachées à des participations	-	-	-
Dotation provision dépréciation titres	-	21 332	-
Dotation et reprise de provision autres créances	-	-	-
Intérêts des emprunts	233	-	-
Abandons de créances	-	-	-
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			
Intérêts de la période des comptes courants	-	9 335	-

<sup>1</sup>Filiales détenues directement par Ipsos SA

### 8.4 Instruments financiers

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Des swaps de taux d'intérêt ont été mis en place afin de couvrir les échéances de paiement des intérêts. Au 31 décembre 2024, les en-cours de swaps de taux avaient une valeur de marché de 0 euros	-	-

### 8.5 Effectif moyen

Effectif	Personnel	Personnel à la disposition de l'entreprise
Cadres	1	-
<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>-</b>

## 8.6 Rémunération des dirigeants

En 2024, la rémunération totale et les avantages en nature versés par la société aux dirigeants s'élèvent à 1 296 208 €

## 8.7 Événement post-clôture

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture.

## 8.8 Engagements de retraite

Les engagements de retraite d'Ipsos SA s'élèvent à 13 319 euros au 31 décembre 2024.

Pour les régimes à prestations définies, les estimations des obligations du Groupe sont calculées, conformément à la norme IAS 19 « Avantages du personnel », en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode prend en compte sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service future du salarié pour un maintien au sein du Groupe jusqu'au départ à la retraite, le niveau de rémunération future, l'espérance de vie et la rotation du personnel. L'obligation est actualisée en utilisant un taux d'actualisation de 3.38%.

31/12/2024	31/12/2023
Cadres et Non Cadres	Cadres et Non Cadres
Départ volontaire : 100%	Départ volontaire : 100%
Âge de départ : 60-67 ans	Âge de départ : 60-67 ans
Taux de charges sociales : 50%	Taux de charges sociales : 50%
Indemnité de fin de carrière : selon convention Syntec départ à la retraite	Indemnité de fin de carrière : selon convention Syntec départ à la retraite
Taux de Turn-Over : spécifique Ipsos selon catégorie (0 après 50 ans)	Taux de Turn-Over : spécifique Ipsos selon catégorie (0 après 50 ans)
Table de mortalité : Insee 2024	Table de mortalité : Insee 2022
Taux de progression des salaires : 1.5%/ an	Taux de progression des salaires : 1.5%/ an
Taux d'actualisation : 3.38% Corporate AA + 10 ans	Taux d'actualisation : 3.12% Corporate AA + 10 ans

## 9 Engagements financiers hors bilan

### 9.1 Engagements financiers reçus hors bilan : lignes de crédit reçues et non tirées

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Inférieur à un an	226 000	20 000
Entre 1 et 5 ans	264 251	456 000
Supérieur à 5 ans	-	-
<b>Total</b>	<b>490 251</b>	<b>476 000</b>

## 10 Plans d'attribution d'actions gratuite.

Le Conseil d'administration d'Ipsos SA procède, comme chaque année depuis 2006, à la mise en place de plans d'attribution gratuite d'actions de la Société au bénéfice de résidents français et internationaux, dirigeants mandataires sociaux et salariés d'Ipsos. Avant le plan mis en œuvre en 2018, ces actions n'étaient acquises par les bénéficiaires qu'après un délai d'acquisition de deux ans, et à condition que le bénéficiaire soit encore salarié ou mandataire social d'Ipsos à cette date. À compter de 2018, la période d'acquisition a été portée à trois ans.

En mars 2024, Ipsos SA a effectué la livraison de 137 497 actions gratuites aux salariés dans le cadre du plan d'attribution d'actions gratuites de mars 2021. Le prix d'exercice par action était de 32,55 €

En mai 2024, Ipsos SA a effectué la livraison de 366 989 actions gratuites aux salariés dans le cadre du plan d'attribution d'actions gratuites de mai 2021. Le prix d'exercice par action était de 32,75 €. Les caractéristiques des plans d'attribution gratuite d'actions qui restaient en vigueur à l'ouverture de l'exercice sont les suivantes :

Date d'allocation aux bénéficiaires	Nature des actions	Nombre de personnes concernées	Nombre d'actions attribué initialement	Date d'acquisition	Nombre d'actions en vigueur au 01/01/	Accordées au cours de l'exercice	Annulées au cours de l'exercice	Reclassées au cours de l'exercice	Livrées au cours de l'exercice	Nombre d'actions en vigueur au 31/12/2024
31/03/2021	Actions ordinaires	308	162 062	31/03/2024	138 047	-	(550)	-	(137 497)	-
27/05/2021	Actions ordinaires	980	431 806	27/05/2024	376 947	-	(9 958)	-	(366 989)	-
<b>Sous-Total 2021 Plan</b>		<b>1 288</b>	<b>593 868</b>		<b>514 994</b>	-	<b>(10 508)</b>	-	<b>(504 486)</b>	-
17/05/2022	Actions ordinaires	1 149	443 812	17/05/2025	410 364		(20 028)			390 336
<b>Sous-Total 2022 Plan</b>		<b>1 149</b>	<b>443 812</b>		<b>410 364</b>	-	<b>(20 028)</b>	-	-	<b>390 336</b>
16/05/2023	Actions ordinaires	1 207	405 853	16/05/2026	394 940		(22 322)			372 618
<b>Sous-Total 2023 Plan</b>		<b>1 207</b>	<b>405 853</b>		<b>394 940</b>	-	<b>(22 322)</b>	-	-	<b>372 618</b>
30/04/2024	Actions ordinaires	328		30/04/2024		140 930	(998)			139 932
14/05/2024	Actions ordinaires	1 286		14/05/2024		430 166	(5 560)			424 606
<b>Sous-Total 2024 Plan</b>		<b>1 614</b>				<b>571 096</b>	<b>(6 558)</b>			<b>564 538</b>
<b>Total des plans d'attribution gratuites d'actions</b>					<b>1 320 298</b>	<b>571 096</b>	<b>(59 416)</b>	-	<b>(504 486)</b>	<b>1 327 492</b>